

Strasbourg, le 16 mai 2008

**RAPPORT
DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société CFF Recycling ESKA à STRASBOURG ;
Prescriptions complémentaires portant renouvellement de l'agrément des installations
de broyage des véhicules hors d'usage.**

Par arrêté n°PR6700002B, la Société CFF Recycling ESKA, implantée 15 rue du Havre à STRASBOURG, avait été agréée pour la récupération et le broyage de véhicules hors d'usage, conformément au décret n° 2003-727 du 1^{er} août 2003.

La durée de l'agrément avait été limitée à deux ans, compte tenu de l'historique du site et de sa situation dans le périmètre rapproché du captage d'eau potable de Strasbourg Polygone.

Des prescriptions complémentaires avaient également été proposées au Conseil départemental d'Hygiène ; ces prescriptions complémentaires concernaient :

- la surveillance des eaux souterraines et des rejets,
- la prévention du risque de pollution de la nappe phréatique,
- les modalités de gestion de l'ensemble des déchets,

La demande de renouvellement d'agrément a été déposée en préfecture le 17 mars 2008 et complétée le 14 avril 2008.

Le rapport annuel de l'organisme tiers prévu au cahier des charges annexé à l'agrément a été effectué le janvier 2008 et communiqué à l'Inspection le 15 mai 2008 : l'organisme ne relève pas de non conformité.

L'exploitant a déclaré les quantités de VHU traitées dans l'année depuis la délivrance de l'agrément.

L'exploitant répond aux dispositions complémentaires ayant motivé la limitation de l'agrément à deux ans en adressant régulièrement les analyses de surveillance de eaux et de la qualité de la nappe.

Par lettre du 25 juillet 2007, l'exploitant a signalé à Monsieur le Préfet la fusion des sociétés CFF RECYCLING et PENAUILLE Poly-service en une entité dénommée DERICHEBOURG Environnement. La société ESKA, filiale du groupe, conserve son statut juridique et son nom.

Nous proposons au Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable à la demande de renouvellement d'agrément, pour une durée de quatre ans, sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le projet d'arrêté annexé au présent rapport.